

# « Le monde arabe est plongé dans la torpeur »

Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Ghassan Salamé ne croit pas que la défaite de Saddam Hussein entraîne rapidement « une montée du radicalisme en terre arabe et musulmane ».

**LE FIGARO.** — Un an après l'invasion du Koweït, que reste-t-il du mythe Saddam Hussein dans le monde arabe ?

**Ghassan SALAMÉ.** — Le mythe Saddam a, dans une large mesure, été créé par les médias occidentaux. Les masses arabes ne se sont pas beaucoup identifiées au président irakien. Rien à voir avec Nasser ! Les masses arabes ont été sensibles au fait qu'il voulait construire une capacité nucléaire et technologique arabe et qu'il tentait de forcer les pays du Golfe à partager plus équitablement les recettes du pétrole. Ces thèmes porteurs lui survivront.

— Mais il n'y a personne pour reprendre le flambeau ?

— Le monde arabe est plongé, à l'heure actuelle, dans une sorte de torpeur. Elle tient au fait que la défaite de l'Irak rejait sur l'ensemble des pays de la région.

Je prendrai deux exemples. Tout d'abord dans le domaine pétrolier : l'Iran a signé avec la compagnie française Total un accord pétrolier que, il y a quelques années, les faucons et les colombes de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) auraient pratiquement qualifié de colonial.

En 1974, l'Algérie de Boumedienne avait, de la tribune des Nations unies, revendiqué le droit des producteurs du tiers monde à la souveraineté totale sur leurs matières premières. Et l'on voit aujourd'hui cette même Algérie proposer à la vente une partie des gisements de Hassi Messaoud.

— Et le deuxième exemple ?

— C'est le conflit israélo-arabe.

La Syrie, la Jordanie, mais aussi, indirectement, les Palestiniens, sont maintenant amenés à accepter ce qui était encore inacceptable pour eux il y a quelques mois seulement, c'est-à-dire une négociation directe avec Israël, une conférence régionale sans aucune garantie sur le « produit final », etc.

Dans ces deux domaines, le déséquilibre entre l'Occident, à commencer par les États-Unis, et l'ensemble arabe et islamique s'est aggravé avec la défaite de l'Irak. Tous sont affaiblis, ceux qui l'ont soutenu et ceux qui l'ont combattu. Il ne faut donc pas s'attendre à une montée du radicalisme en terre arabe et islamique dans l'avenir immédiat.

— La fameuse « rue arabe », qui faisait trembler les commentateurs, ne s'est pas révoltée pour appuyer Saddam Hussein. Est-ce à dire qu'elle accepte les pressions économiques et militaires exercées contre Bagdad ?

— L'opération militaire des alliés contre l'Irak avait reçu l'aval de plusieurs gouvernements arabes, Égypte, Arabie Saoudite et Syrie notamment. Elle avait donc une couverture politique notable. Le Koweït est libéré. Il serait donc très difficile aujourd'hui à un gouvernement arabe de donner son aval à des mesures qui risqueraient d'affamer la population irakienne ou à des décisions qui pourraient favoriser le découpage de l'Irak.

Il me semble donc que, tant sur l'affaire kurde que sur celle de l'embargo économique, l'Occident agit nu, sans couverture politique arabe.

— Mais cela ne semble pas

suffisant pour que les gouvernements arabes manifestent leur désaccord avec les Occidentaux !

— Ils ne prennent pas le risque de contrer George Bush. Mais le président Mubarak et le roi Fahd, pour ne citer qu'eux, manifestent cependant leur désaccord en langage diplomatique.

— Saddam Hussein apparaît ainsi comme le grand responsable de cet affaiblissement du monde arabe ?

— C'est bien cela. Le rais irakien avait conçu un projet de puissance qui était démesuré, pour deux raisons au moins. La première est la fin de la guerre froide. Cet évène-

situation de ses voisins, qui souffraient déjà de la baisse du pétrole. Pour l'ensemble des pays du Proche-Orient, le coût de la guerre dépasse sans doute 200 milliards de dollars (environ 1 200 millions de francs). Les plus riches sont donc moins riches et les autres en ont au moins pour dix ans avant de combler leurs déficits.

— Et Israël ? Comment s'en sort-il ?

— A très court terme, il apparaît comme l'un des vainqueurs. Cela pour trois raisons : la défaite de l'Irak a soustrait la capacité militaire de ce pays de l'équation israélo-

va donc se retrouver aussi comme une victime de la défaite de l'Irak.

— Comment expliquez-vous l'acharnement des États-Unis à faire disparaître les restes de l'appareillage nucléaire irakien ?

— Il y a deux aspects à la position américaine. D'un côté, les États-Unis s'appuient sur une résolution claire du Conseil de sécurité, qui prévoit le démantèlement des moyens de destruction massive de l'Irak. De l'autre — et c'est sans doute la motivation principale de George Bush —, il s'agit d'humilier Saddam Hussein plutôt que de détruire un potentiel que les experts, après une petite surprise au début

il sera incapable de le faire pour des raisons financières. Ce programme fait la une des journaux surtout parce que les États-Unis veulent l'utiliser, comme l'affaire kurde et comme les sanctions économiques, pour déstabiliser Saddam Hussein.

— Notamment à la demande d'Israël ?

— Je ne crois pas que les Israéliens soient maintenant désormais très impliqués dans la déstabilisation de Saddam Hussein, car ils ont une lecture réaliste du rapport de forces. Ils savent que l'Irak a été très profondément atteint par la défaite et que son potentiel ne constitue plus une menace réelle pour Israël.

— Mais ne croyez-vous pas que le monde arabe sort plus divisé que jamais de cette guerre ?

— Ses divisions sont une des causes de la crise plutôt qu'une de ses conséquences. L'affaire du Koweït n'est qu'un épisode parmi d'autres d'une situation endémique de division. Les réalignements changent, les alliances changent, mais pas le jeu lui-même.

— Et les Palestiniens ?

— Il est évident que le prix mis par Israël à sa participation à un éventuel processus de paix est l'exclusion des symboles les plus voyants de l'OLP. Mais aucun Palestinien n'est ni ne sera disposé à accepter que la solution passe par autre chose qu'un retrait israélien des territoires occupés en 1967. L'identité de ceux qui vont négocier est, somme toute, assez secondaire : tous parleront la langue de l'OLP.

Propos recueillis par Claude LORIEUX.

« A moyen et à long terme, Israël va se retrouver aussi comme une victime de la défaite de l'Irak »

ment a énormément affaibli les positions d'un certain nombre de puissances régionales. Se sachant utiles à l'un des deux camps, elles en tiraient avantage : le client imposait ses conditions à son patron. C'est fini : la Syrie ne peut plus manipuler l'URSS et Israël peut beaucoup moins manipuler les États-Unis. C'est ce qui s'est passé pour l'Irak.

— Et la deuxième raison ?

— C'est que les capacités financières des États de la région ont beaucoup diminué. En envahissant le Koweït, Saddam Hussein a non seulement échoué dans sa tentative de renflouer ses propres finances, mais il a, en outre, aggravé la

arabe ; elle a encouragé la Syrie à accepter le processus de paix américain ; elle a diminué notablement la cote de l'OLP dans l'opinion publique occidentale.

Mais, dans le même temps, Israël n'est plus à même de convaincre ses protecteurs occidentaux de l'existence d'une menace arabe, ni, a fortiori, d'une menace soviétique. Désormais, les États-Unis défendent leurs intérêts au Proche-Orient avec leurs propres moyens, sans utiliser Israël. Toute la théorie « Israël, atout stratégique des États-Unis » s'affaïsse.

A moyen et à long terme, Israël

du mois de juin, revoit à la baisse.

Ces mêmes experts savent que le programme nucléaire d'Israël est bien plus avancé que celui de l'Irak, que les Iraniens, les Égyptiens, les Algériens et peut-être les Syriens, ont le leur.

— Le programme nucléaire irakien était-il beaucoup plus avancé que les autres ?

— Les experts ne le pensent pas. Ils disent que le procédé utilisé par les Irakiens est non seulement archaïque, mais aussi extrêmement coûteux. A supposer qu'en dépit des sanctions l'Irak soit en mesure de continuer son programme nucléaire,